

ECOLO, LA MARCHÉ VERTE

Introduction à une histoire des idées écologistes
en Wallonie et à Bruxelles (1968-2008)

Benoît Lechat, *Etopia*

Décembre 2008



etopia_

centre d'animation et de recherche en écologie politique

TABLE DES MATIERES

Avant propos

- 1. Ecolo, une organisation autogestionnaire, fédéraliste et écologiste**
 1. Un mouvement fédéraliste
 2. Un mouvement autogestionnaire
 3. Un mouvement écologiste
- 2. Une remise en question de la société industrielle**
- 3. Quelle stratégie ?**
- 4. La question du rapport à la gauche**
- 5. L'alternative n'est plus l'altérité**
- 6. Débloquent la société**
- 7. Quelles leçons de l'expérience du pouvoir ?**
- 8. La nouvelle vague verte**
- 9. Le carrefour des crises et l'avenir avec les Verts**
- 10. Du fédéralisme intégral à la modernisation de la Belgique**
- 11. De l'autogestion au ré-encastrement de l'économie dans la société**
- 12. Le « Green Deal » et le passage vers une économie écologique**
- 13. Ecolo et l'Europe**
- 14. 1980-2009, l'histoire s'invente tous les jours**

Avant propos

En 2008, il semble que l'adjectif « idéologique » soit presque devenu une insulte. De plus en plus nombreux sont les politiques qui prétendent « ne pas faire d'idéologie » et qui soutiennent répondre aux « vrais problèmes des gens », selon la formule entretemps consacrée, en invoquant « l'efficacité » et « le bon sens ». Bien qu'il ne faille en aucun cas sous-estimer l'importance de décisions politiques capables de provoquer le changement en s'appuyant sur les consensus les plus larges possibles, il semble qu'une telle qualification de l'action politique serve surtout de cache-sexe à l'immobilisme. Dans ce cas, le refus de « l'idéologie » tend à se confondre avec la défense du statu quo. Inversement, le recours aux références idéologiques ne garantit aucunement la pertinence et la justesse des conduites politiques, dans quelque parti que ce soit. Mais il permet au moins la discussion, la mise en évidence de différences d'approches, leurs origines et leurs évolutions. De ce point de vue, l'idéologie ne se confond pas avec les dogmes – qu'on désignera comme une série d'idées figées, fermées à toute évolution dont les histoires de certaines religions ou de certains courants politiques donnent de nombreux exemples, et qui ont pour fonction non pas d'ouvrir la discussion mais au contraire de l'interdire et de défendre ainsi des positions de pouvoir - mais elle renvoie à une approche dynamique de la politique, qui se sert de l'histoire et singulièrement de l'histoire des idées pour comprendre les évolutions du monde et tenter de les orienter.

Le texte qui suit s'inscrit dans cette perspective qui est à la fois « idéologique » et « dialogique », au sens où il a pour ambition de faciliter le dialogue entre générations de militants écologistes. Il s'agit d'un travail encore largement inachevé et qui a pour seul but de jeter quelques bases d'une étude plus large sur l'identité verte et l'histoire des idées de l'écologie politique en Wallonie et à Bruxelles. Il appelle par conséquent les critiques et les compléments de tous ceux qui ont participé et participent encore de près ou de loin à l'aventure verte dans ces deux régions. Se concentrant sur l'histoire des idées, il ne fait que trop peu de places au récit vécu d'une aventure collective, mais tente au minimum de décrire le contexte historique dans lequel les idées des écologistes ont évolué.

Idéalement, une telle entreprise devrait porter sur les ressources de sens qui, en amont de l'émergence du parti Ecolo, ont alimenté les idées des premiers écologistes, en Belgique, comme dans le reste de l'Europe. Elle devrait également ne pas se limiter aux valeurs défendues par le parti Ecolo mais concerner plus largement le stock d'idées véhiculées depuis bientôt trente ans par l'ensemble des organisations d'inspiration écologiste, quoique la définition d'un tel champ ne soit pas sans difficulté.

Il faut donc bien débiter quelque part... Et donc par pure solution de facilité, on commencera ici par revenir sur la signification de quelques idées défendues à l'origine par Ecolo, en se concentrant essentiellement sur les premières lignes du texte des premiers statuts d'Ecolo. Cela réduit certes fortement le spectre d'analyse, dans la mesure où par exemple les thèmes du pacifisme et du féminisme, très importants dans la genèse d'Ecolo, ne sont pas encore abordés, tout comme l'action des Verts dans les communes. Mais cela permet de commencer. On esquissera ensuite le récit de leurs évolutions respectives en près de trente ans d'histoire. Le point de vue développé est résolument engagé. Il ne prétend pas à l'impartialité, mais tente de comprendre de manière ouverte et critique l'évolution des idées d'Ecolo.

1 Ecolo, une organisation autogestionnaire, fédéraliste et écologiste

Quand le 8 mars 1980, une grosse centaine de militants écologistes wallons et bruxellois réunis à Opheyllissem¹ rédigent le texte fondateur d'Ecolo, ils achèvent la première étape d'un mouvement d'émergence de l'identité verte en Belgique francophone entamé un peu moins d'une dizaine d'années plus tôt. Ils ouvrent aussi une longue période d'engagements qui verra Ecolo atteindre des scores électoraux records (jusqu'aux environs de 20 % de l'électorat belge francophone aux élections de 1999), participer à plusieurs gouvernements et contribuer activement à l'édification du mouvement vert européen. Comprendre la spécificité du courant politique qu'on désigne en Belgique par l'appellation 'écologiste' implique de se replacer dans le contexte historique de son émergence. Celui-ci comporte des traits communs à l'ensemble des sociétés occidentales industrialisées mais aussi des caractéristiques spécifiques à la société belge de la seconde moitié du XX^{ème} siècle.

S'il n'est pas possible dans l'espace de cette contribution de raconter en détail cette aventure, on peut en revanche tenter de cerner l'identité verte en se concentrant sur les idées de départ du mouvement Ecolo et en esquissant les évolutions qu'elles ont subies. Fort opportunément, les premières lignes du texte des statuts originels du « mouvement Ecolo » proposent un condensé de son projet. Elles lui donnent pour objectif d'« organiser une structure d'intervention politique permanente sur le mode *autogestionnaire* et *fédéraliste* afin de poser la revendication *écologique* sur le plan politique en termes de gestion de la société »². Fédéralisme, autogestion, écologie : le préambule inaugural d'Ecolo met en avant trois grandes idées. Décrire leur origine, leur parcours et leur vie peut contribuer à caractériser de manière synthétique l'identité verte en Belgique wallonne et bruxelloise.

1.1 Un mouvement fédéraliste

En Europe, le concept de fédéralisme est riche de significations multiples. Dans la Belgique des années '70 et '80, il renvoie au débat passionnel en cours sur la structure institutionnelle du pays. Celle-ci est alors en pleine mutation. L'Etat unitaire belge a été ébranlé par la scission communautaire de l'Université Catholique de Louvain³. En 1970, la constitution est modifiée une première fois pour diviser la Belgique en trois communautés et trois régions. La définition exacte de leurs compétences fera l'objet de longues et laborieuses négociations au cours des décennies suivantes. On l'a entretemps un peu oublié, mais le fédéralisme est d'abord une revendication portée par un certain nombre de forces politiques et sociales wallonnes⁴. Quelque vingt ans plus tôt, les grandes grèves de l'hiver '60-61, déclenchées contre un plan d'économies du gouvernement belge, ont surtout exprimé l'inquiétude du monde du travail wallon face à l'inadaptation de son industrie à la nouvelle donne économique européenne. Pour la moderniser, il faut doter la Wallonie

¹ Le travail sera achevé à Huy le 29 mars 1980

² Premiers statuts du mouvement Ecolo.

³ Voir Benoît LECHAT, *Mai 68 en Belgique, la brèche éclatée*, Namur, Etopia, 2008.

⁴ 1960 est aussi une date charnière dans l'organisation politique du monde en raison de la fin de la colonisation, entre autres en Afrique (indépendance du Congo) et l'émergence du concept de « Tiers-Monde »

d'instruments de politiques économiques qui compenseront le manque d'investissements privés, disent alors les fédéralistes wallons que l'on retrouve notamment au sein du mouvement syndical, du Parti Socialiste ou d'un parti régionaliste comme le Rassemblement Wallon⁵. Dès l'hiver 1973, le premier choc pétrolier déclenché par la guerre israélo-arabe plonge l'industrie lourde wallonne dans un marasme sans précédent. Les fermetures se multiplient, le chômage explose. La crise n'est pas seulement économique. C'est tout un mode de vie, une culture et une structure sociale qui sont ébranlés⁶. Or à la même époque, l'économie flamande est en pleine croissance et procure un rapport de forces de plus en plus favorable à la classe politique flamande qui obtient progressivement la scission des partis nationaux. Pour la gauche wallonne, le fédéralisme doit permettre aux Wallons qui se découvrent progressivement minoritaires dans l'Etat belge de se doter des instruments politiques permettant de mener à bien le sauvetage économique de leur région.

Aux yeux des premiers écologistes wallons, le fédéralisme n'a pas exactement le même sens. Les militants de Démocratie Nouvelle⁷ et des Amis de la Terre⁸, les deux organisations dont émergera Ecolo à la fin des années '70, ne le considèrent pas tellement comme un moyen de redresser la Wallonie, selon un modèle keynésien de relance de l'industrie par les investissements publics, voire par la nationalisation de certaines entreprises jugées stratégiques. Leur priorité est d'abord de nature démocratique. A leurs yeux, le redressement wallon passera par une restauration de la démocratie dans un système politique cadenassé par les partis traditionnels sociaux-chrétiens, libéraux et socialistes qui, tour à tour, se déchirent et s'allient pour la conquête du pouvoir. Il est vrai qu'entre 1974 et 1989, onze gouvernements se succèdent, les Belges étant appelés à participer à dix scrutins différents, ce qui offre un cadre particulièrement propice à l'émergence d'un nouveau parti. Du point de vue des fondateurs d'Ecolo, cette instabilité est le symptôme d'une crise plus profonde qui doit être surmontée en rapprochant radicalement la décision des citoyens. Le projet de Démocratie Nouvelle⁹ de 1973 s'inspire du courant dit du « fédéralisme intégral », incarné en France par Guy Héraud¹⁰. Celui-ci

⁵ Freddy JORIS, *Les Wallons et la réforme de l'Etat, De l'Etat unitaire à l'Etat "communautaire et régional" (1890-1970)*, Namur, Institut Destrée, nouvelle édition de 1998.

⁶ Bernard FRANCO et Didier LAPEYRONNIE, *Les deux morts de la Wallonie sidérurgique*, Bruxelles, Editions Ciac, 1990.

⁷ En 1972, Paul Lannoye est élu à la présidence de la section namuroise du Rassemblement Wallon. Mais l'appareil du parti refuse sa désignation. Il quitte alors le RW avec d'autres militants et fonde Démocratie Nouvelle. Il sera l'un des co-fondateurs d'Ecolo en 1980, député européen vert et co-président du groupe des Verts, avant de quitter le parti après n'avoir pas remporté l'élection au secrétariat fédéral (direction du parti) à laquelle il s'était présenté en 2004.

⁸ Les trois idées principales des statuts initiaux d'Ecolo étaient déjà présentes dans le Manifeste des Amis de la Terre publié en 1977. Voir Pierre ANDRE, *Les Amis de la Terre vus par un militant*, La Revue Nouvelle, Octobre 1978,

⁹ Manifeste pour une Démocratie Nouvelle, Février 1973. Consultable au Fonds d'histoire du Mouvement Wallon et au Centre d'Archives d'etopia.

¹⁰ En 1974, Démocratie Nouvelle soutient sa candidature à l'élection présidentielle française, malgré la candidature de René Dumont, « candidat de l'écologie ». Le communiqué de presse diffusé à l'époque témoigne de l'embarras du mouvement. « Réuni à Namur, le comité directeur de Démocratie Nouvelle, après examen du problème des élections présidentielles en France :- Apporte son appui moral et politique à la candidature du Professeur Guy Héraud, président du Parti Fédéraliste Européen et membre de l'Internationale Fédéraliste, dont la campagne s'inscrit sous le triple mot d'ordre du Fédéralisme européen, de l'Autonomie des régions et de l'Autogestion ; - Souligne par ailleurs la pertinence des thèses défendues par l'écologiste René Dumont dans son combat courageux pour la survie de l'humanité ; Souhaite qu'au second tour des élections, la majorité des suffrages se portent sur le candidat le moins réactionnaire et le plus à même de faire triompher les aspects les plus positifs de la

combine une défense des régions et une critique des nationalismes dans une perspective européenne inspirée par le principe de subsidiarité. Le fédéralisme intégral se retrouve ensuite dans le Manifeste des Amis de la Terre de 1977 et surtout dans les statuts d'Ecolo. « Le principe du fédéralisme intégral suppose (...) l'autonomie et la fédération des Groupes de base, c'est d'eux que doivent venir les propositions d'actions et de réflexion », disent les premiers statuts d'Ecolo. Ils précisent que « toutes les décisions du mouvement doivent être l'expression d'un débat où tous les groupes s'expriment ». Ces principes doivent s'appliquer autant au fonctionnement de la société qu'à l'organisation de la nouvelle formation politique qui, à ses débuts, prônera une structure institutionnelle à cinq niveaux : le quartier, la commune¹¹, la contrée (appelée à remplacer les provinces), la région, l'Etat central et l'Europe. Dans la vision institutionnelle initiale des écologistes¹², cette dernière est appelée à prendre la relève d'un Etat central belge qui doit se dissoudre dans l'Europe des régions.

1.2 Un mouvement autogestionnaire

Sur base de ces principes, Ecolo pratique une forme de démocratie directe très poussée qui associe chacun de ses groupes de base à la prise de décision. Alors qu'au début des années '80, le mouvement ne compte que quelques centaines de membres, cette obligation ralentit la prise de décision, d'autant qu'elle se double d'une exigence de « contrôle permanent des délégués » qui est censée soustraire la nouvelle formation aux dérives bureaucratiques qu'ont connues les autres partis. Ainsi, la direction du parti est collégiale, composée de neuf Secrétaires Fédéraux élus individuellement par l'Assemblée générale.

Heureusement, l'exiguïté du territoire belge facilite les rencontres, ce qui permet à Ecolo de développer une véritable « religion du débat » sur les vertus de laquelle les militants se diviseront pendant de très longues réunions. Dans la foulée de Mai '68, les années '70 sont en effet marquées par une nouvelle vague de militance qui cultive l'envie de débattre avec passion. Tout se passe un peu comme si la génération de Mai '68 redécouvrait (sans l'avoir sans doute jamais lu) ce que le penseur libéral Benjamin Constant a appelé au début du XIX^e siècle « la liberté des anciens » par opposition à « la liberté des modernes »¹³. Alors que dans la première, les citoyens sont obligés de participer constamment à la vie publique, la seconde est marquée par le droit de ne pas faire de politique et d'en déléguer l'exercice à des représentants dûment mandatés. Dans l'esprit des tenants du fédéralisme intégral, les citoyens doivent précisément se réapproprier un pouvoir confisqué par l'Etat central ou par la « classe politique » en participant aussi directement que possible à toutes

politique étrangère, et particulièrement européenne et méditerranéenne de la France". Le communiqué qui est signé par P. Waucquez ajoute en post-scriptum qu' « *Il va de soi que, au vu des résultats du 5 mai, nos préférences pour le second tour vont à Mitterrand qui, en dépit de divergences d'idéologie, représente un progrès contre le conservatisme* » Mensuel Démocrate Nouvelle, mai 1974, N°00.

¹¹ En 1976, le gouvernement belge impose une fusion de communes qui fait passer le nombre de communes wallonnes de 1409 à 262, ce qui ne manque pas de provoquer de vives oppositions dans certaines localités. Voir www.mrw.wallonie.be

¹² Propositions du Groupe Ecolo/Agalev concernant la réforme de l'Etat, Conférence de Presse, le 30 mars 1988 (Magda Aelvoet, Wilfried Bervoets, Ludo Dierickx, Paul Lannoye, Henri Simons, Georges Trussart, Jean-François Vaes).

¹³ Benjamin CONSTANT, *De la liberté des Anciens comparé à celle des Modernes*, discours prononcé en 1819 à l'Athénée Royal de Paris.

les décisions qui les concernent. Cela passe par la lutte contre toute professionnalisation politique et notamment par une limitation stricte du renouvellement des mandats.

Mais si, à l'époque de la création d'Ecolo, l'autogestion est une catégorie politique relative à l'organisation de la sphère publique, elle constitue aussi (et d'abord) un projet économique et social qui incarne une alternative au capitalisme, qu'il soit d'Etat ou de marché. Son objectif est de confier aux travailleurs la propriété de leurs entreprises ainsi que la responsabilité de les autogérer. Face à l'échec du « socialisme réel » incarné par la répression brutale du Printemps de Prague en août 1968 et dans la continuité des idées portées par la contestation de Mai 68, ce qu'on appellera en France la « deuxième gauche »¹⁴ voit dans le modèle autogestionnaire « Le » projet à construire. Cette deuxième gauche c'est-à-dire une gauche qui ne se reconnaît ni dans le parti communiste ni dans le parti socialiste, est surtout incarnée par un parti, le PSU (Parti Socialiste Unifié) et par un syndicat, la CFDT, qui joueront tous deux un rôle important dans le Mai '68 français¹⁵. En Belgique, le projet autogestionnaire connaît alors aussi son heure de gloire. Il sera notamment porté par la suite par le petit parti Solidarité et Participation (SEP), proche du Mouvement Ouvrier Chrétien, qui ne percera pas et qui finira par conclure un accord électoral avec Ecolo en 1986¹⁶. Plusieurs entreprises wallonnes, généralement à la suite d'une décision patronale de fermeture, seront reprises et autogérées par leurs travailleurs, parfois avec des soutiens publics, comme la coopérative « Les Textile d'Ere » à Tournai¹⁷.

1.3 Un mouvement écologiste

En Belgique comme ailleurs dans le monde, les années '70 sont également marquées par l'éveil d'une conscience d'un nouveau type. La protection de la nature devient un thème de plus en plus important. Les médias parlent du rapport que le Club de Rome a commandé à un centre de recherche américain (le Massachusset's Institute of Technology) sur les limites de la croissance¹⁸. On en débat passionnément dans toute la société. Le choc pétrolier de l'hiver 1973-1974 donne un parfum de réalité à ces alarmes. Les Belges doivent brusquement réduire leur consommation de produits pétroliers. Dans toute l'Europe, les autorités imposent des limitations de vitesse sur les routes et les autoroutes ainsi que des dimanches sans voiture, sans que cela ne suscite de véritable contestation.

C'est l'époque où prolifèrent des associations qui militent pour protéger l'environnement, obtenir la protection d'espèces animales menacées par la chasse et la tenderie, s'opposer à des projets de construction mégalomanes, d'autoroutes ou de villages de vacances¹⁹. A

¹⁴ Patrick ROTMAN, Hervé HAMON, *La deuxième gauche, histoire intellectuelle et politique de la CFDT*, Paris, Le Seuil. A l'époque, ce qu'on appelle la « deuxième gauche » rassemble une série de personnalités politiques et intellectuelles célèbres comme Michel Rocard, Alain Touraine, Claude Lefort, Pierre Rosenvallon...

¹⁵ Pierre ROSENAVALLON, *L'âge de l'autogestion*, Collection Politique, Editions du Seuil, Paris, 1976.

¹⁶ Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE, *Ecolo, les Verts en politique*, Bruxelles, De Boeck, 1996.

¹⁷ Marie-Thérèse COENEN, *L'autogestion au féminin*, CARHOP, téléchargeable sur www.carhop.be

¹⁸ D. MEADOWS et Al., *Halte à la Croissance*, Fayard, Paris, 1972.

¹⁹ Inter-Environnement, organisation coupole qui rassemble alors les associations environnementales et les comités de quartier de Wallonie et de Bruxelles est créé en 1971. L'Atelier de Recherche et d'Action Urbaine (ARAU) a été créé, lui, en 1969, notamment suite au projet Manhattan qui a voué à la destruction tout un quartier bruxellois et suscité la mobilisation de ses habitants dans une lutte urbaine qui fera date dans l'histoire de l'urbanisme bruxellois. Il y eut aussi la création en 1976, également à Opheyllissem, de l'association de promotion de l'agriculture biologique « Nature et progrès »

partir de 1975, le programme nucléaire belge est en pleine accélération. La construction de sept réacteurs catalyse une contestation qui ne critique pas seulement la menace environnementale mais aussi le mode de gestion centralisé et technocratique qui le produit. Entre 1975 et 1980, des grandes manifestations sont organisées à Chooz dans les Ardennes françaises, à Huy et à Liège. Elles permettent à une nouvelle militance de se rencontrer et de s'organiser. Ces luttes anti-nucléaires trouvent un écho dans des magazines français comme « Le Sauvage » ou la « Gueule Ouverte »²⁰. On y partage une culture libertaire qui dénonce pêle-mêle la société de consommation, les partis en place, le nucléaire, les atteintes à l'environnement, le militarisme ... C'est l'émergence de ce que l'on appellera les « NMS » (Nouveaux Mouvements Sociaux) : pacifisme, tiers-mondisme, néo féminisme, régionalisme, défense des droits de l'homme,... Comme ailleurs en Europe et singulièrement en France, le mot « écologiste » est progressivement employé pour désigner cette nouvelle galaxie militante en cours de constitution.

A quelques centaines de kilomètres de Paris, l'exemple de René Dumont, premier « candidat de l'écologie » à l'élection présidentielle française de 1974, donne des idées. En 1976, à Namur, des militants de Démocratie Nouvelle que l'on retrouvera ensuite à la base de la création des Amis de la Terre²¹, lancent un appel à des organisations namuroises (la section locale d'Amnesty International et des associations liées au Mouvement Ouvrier Chrétien) pour déposer une liste qui s'appellera « Combat pour l'écologie et l'autogestion »²² aux élections communales du 10 octobre 1976 . En Belgique, c'est la première fois que le mot « écologie » apparaît sur la scène électorale. La liste namuroise obtiendra 1,9 %, tandis qu'à Mons, une liste « Vivre-Combat pour l'environnement », et, à Charleroi, la liste plutôt libertaire « Blanche Neige et les sept nains » recueillent respectivement 2,1 % et 0,4 %. La même année, une section belge des Amis de la Terre est créée, notamment par des militants de « Démocratie Nouvelle ». Elle se donne pour objectif d'agir pour « traduire dans la vie quotidienne et sur les terrains économique, social et politique, les enseignements de l'écologie »²³. Entre 1976 et 1980, année de la création d'Ecolo, les « Amis de la Terre » sont à l'initiative du dépôt de la plupart des listes écologistes regroupées sous la bannière de Wallonie-Ecologie²⁴ tandis qu'à Bruxelles, une liste Ecolog sera déposée par une dissidence des Amis de la Terre. Ces listes répondent d'abord à un objectif strictement ponctuel, celui de participer aux élections. Ce n'est que dans un second temps que la création d'une organisation politique durable, persistant en dehors des périodes électorales, est envisagée.

2 Une remise en question de la société industrielle

Le bouillonnement idéologique dans lequel baignent les militants des associations environnementales, sociales et culturelles qui créeront plus tard Ecolo n'est pas d'emblée dominé par le débat sur la nécessité d'entrer dans le jeu politique traditionnel, même si celui-ci prendra rapidement de l'ampleur. Il s'agit d'abord de prendre collectivement conscience que la défense de l'environnement s'inscrit dans un problème plus vaste, celui de la société industrielle dont le développement menace la survie de l'humanité.

²⁰ voir http://lgopje.free.fr/la_gueule_ouverte_lgopje.htm, site français qui reprend les sommaires et les couvertures des 24 premiers numéros de la Gueule Ouverte.

²¹ Il s'agit en fait du même groupe de personnes dont Paul Lannoye

²² Philippe MAHOUX et J. MODEN, *Le Mouvement Ecolo*, CRISP 22 juin 1984.

²³ Manifeste des Amis de la Terre, consultable au centre d'archives d'Etopia

²⁴ Elections législatives en 1977 et 1978 et européennes en 1979.

Progressivement, la protection de la nature et du cadre de vie est interprétée au-delà du cadre local. Elle ne concerne plus seulement les habitants proches des zones rurales ou urbaines menacées, mais résulte d'un système social, économique et politique qu'il faut remettre en question, si on ne veut pas se contenter d'agir sur ses symptômes. Le débat est parfois très vif au sein des associations de protection de la nature, entre, d'une part, ceux qui soutiennent que l'écologie est une science objective sans rapport avec la politique et, d'autre part, ceux qui, au contraire, sont d'avis qu'il n'est pas possible de défendre la nature et les espèces menacées, sans faire le choix - par définition politique - de remettre globalement en cause le type de développement qui les menace²⁵.

A la même époque, des auteurs comme Gorz, Castoriadis, Morin, de Rosnay, Deleuze et Guattari, Illich ou Moscovici, Touraine et Schumacher, offrent des instruments théoriques pour comprendre les mouvements de protestation en cours et pour les relier à d'autres évolutions plus globales. L'écologie comme science, la systémique comme méthode leur permettent de refaire des liens entre des problèmes que les « sciences dures » ont tendance à séparer. Mais, comme le dit alors André Gorz, « il est (...) impossible de faire découler de l'écologie une morale »²⁶. Autrement dit, si l'écologie peut nous aider à comprendre le monde, elle ne nous impose aucun choix politique. Ceux-ci restent déterminés par les décisions que nous prenons en fonction de nos conceptions du monde et de nos délibérations démocratiques. L'écologie politique repose la question du rapport entre science et politique, en replaçant la science au cœur du débat politique, mais elle ne remplace pas la liberté de choix par des vérités scientifiques. A l'époque, Gorz parlera d'ailleurs d'« écologisme » pour bien distinguer la nouvelle doctrine politique en train d'émerger de la science écologique, telle que la pratiquent les biologistes.

Ce recours à une appellation scientifique ne laisse cependant pas d'étonner – un peu comme s'il s'agissait de bénéficier de l'aura d'autorité propre aux sciences – dans le chef d'un mouvement qui a par ailleurs contribué à remettre en question la croyance en la capacité de la science et de la technique à répondre aux problèmes de l'humanité. Les écologistes ne sont pas anti-scientifiques et au contraire basent beaucoup de leurs propositions sur des études scientifiques mais ils dénie à la science sa prétention à détenir la vérité, en en faisant un objet de débat démocratique. En critiquant la société industrielle, le mouvement écologiste remet en effet en question l'« utopisme rationnel » apparu au XIX^e siècle avec la révolution industrielle, selon lequel « le développement industriel naissant devait amener rien moins qu'une transformation copernicienne de la sociabilité humaine, une réconciliation des hommes avec leurs semblables par la médiation de la science, de la technique et de la production des biens »²⁷. Cette critique de l'utopie industrielle a été parfois perçue comme une forme de réaction « anti-moderne » apparentant l'écologie aux tendances les plus conservatrices apparues depuis le XVIII^e

²⁵ Un tel débat a lieu au sein du Groupement des Jeunes Protecteurs de la Nature (GJPN). La « Rainette » d'avril 1977, le périodique trimestriel de cette petite organisation de jeunes naturalistes, reproduit sur sa dernière page un dessin de la Gueule Ouverte où un candidat vert est présenté comme « un nouveau nuisible ». Il cite également un texte d'un professeur d'écologie à l'Université d'Orléans, Pierre Aguesse, selon lequel « en augmentant, volontairement ou non, la confusion dans le vocabulaire et en demandant par exemple aux dirigeants d'Associations de protection de la Nature d'engager leurs organismes dans des mouvements d'écologie politique, on jette le discrédit tout à la fois sur l'écologie, la protection de la nature et l'environnement ». Le Centre d'Archives d'etopia possède une partie du Fonds des Archives du GJPN.

²⁶ André GORZ, *Ecologie et Politique*, p. 23, Seuil, Paris, 1978.

²⁷ Albert BASTENIER, *La société industrielle et ses contestataires* La Revue Nouvelle, Octobre 1978.

siècle²⁸ en réaction au mouvement des Lumières. Mais s'il est vrai que certaines figures initiales de l'écologie politique européenne ont pu – au moins partiellement – s'inscrire dans cette filiation²⁹, il serait pour le moins abusif de réduire la critique écologiste de la rationalité instrumentale à une volonté de revenir aux sociétés traditionnelles pré-modernes. Il reste que les écologistes cherchent alors à remplacer une utopie par une autre. En l'occurrence, à l'utopie de la société industrielle – selon laquelle la croissance rendue possible par les progrès de la science et de la technique permettra de réconcilier les hommes –, ils opposent l'utopie d'une société où l'homme se réconcilie avec lui-même comme avec la nature³⁰. Un tel projet ne ramène pas dans le camp de la réaction anti-moderne, mais il invite à libérer l'homme de sa soumission à la science et à la technique, sans pour autant le faire tomber dans l'obscurantisme.

3 Quelle stratégie ?

Bientôt trente ans après la naissance d'Ecolo, le développement fulgurant d'un mouvement qui critique la société industrielle dans une région qui est précisément frappée de plein fouet par une crise industrielle, continue d'interpeller. En l'espèce, pour les écologistes de l'époque, la crise n'est pas conjoncturelle, mais structurelle. En sortir implique de changer complètement de modèle politique, économique et social plutôt que de tenter de bricoler une hypothétique relance à coup de vieilles recettes qui ont déjà montré leurs limites.

Mais comment convaincre le plus grand nombre d'effectuer ce basculement, quand on n'est que quelques centaines de militants ? Les premiers écologistes se rendent bien compte qu'ils ne peuvent pas s'appuyer sur un mouvement de masse – comme les syndicats nés de la révolution industrielle – pour faire avancer leurs idées. Ils envisagent donc de passer par la voie de la démocratie représentative. Le choix est difficile : faut-il placer des candidats « verts » sur les listes des autres partis, ne pas participer aux élections ou constituer un parti à part entière ?

C'est finalement, cette troisième voie qui est choisie, non sans débat. Le score historique de la liste Europe-Ecologie aux élections européennes du 10 juin 1979 (5,1 % soit davantage qu'un Parti Communiste Belge en plein déclin) convainc définitivement de l'importance du potentiel électoral de l'écologie et de la nécessité de créer une structure permanente survivant aux périodes électorales, même si celles-ci ont tendance à l'époque à prendre beaucoup de place dans la vie politique.

Cependant la crainte d'une « récupération » par le système politique est grande. Comme pour s'en prémunir, les écologistes wallons et bruxellois choisissent de créer ce qu'ils appellent un « mouvement »³¹, concept qu'ils entendent distinguer de celui de « parti ».

²⁸ Voir Zeev STERNHELL, *Les anti-Lumières*, Paris, Fayard, 2006.

²⁹ Jean JACOB, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel, 1999, pp.115-136. Jacob décrit bien la tendance présente par exemple chez un auteur comme Robert Hainard « à naturaliser le social et à multiplier les métaphores organiques en abordant le politique ».

³⁰ Voir l'analyse des mouvements écologistes effectuées par Albert Bastenier,

³¹ L'idée était clairement, au départ, de soutenir, dans l'arène politique, le combat des associations, et surtout, des « Amis de la Terre ». Par la suite, Ecolo s'est refusé à constituer une sorte de « pilier vert », comparable aux piliers socialistes et chrétiens, l'existence de ces piliers étant perçue comme une des grandes tares du système belge, notamment du fait de son encadrement quasiment totalitaire de la population.

Dans leur philosophie fédéraliste et autogestionnaire, ils veulent que la société se réapproprie un pouvoir confisqué par les bureaucraties partisans. Il y a là une forme de paradoxe : conscients de l'absence d'un mouvement social écologiste de masse, ils décident d'entamer « une longue marche dans les institutions », comme disait Daniel Cohn-Bendit, tout en construisant un mouvement « de base » fonctionnant selon des modes proprement alternatifs. La difficulté de la production du changement écologique est déjà présente dans cette tension entre la volonté de changer la vie « à la base » tout en réformant les politiques depuis le sommet de l'Etat. La conciliation de ces deux niveaux d'action constituera un défi permanent et fera l'objet de longues discussions stratégiques.

Le 8 novembre 1981, Ecolo³² se présente pour la première fois sous sa nouvelle appellation aux élections législatives nationales et recueille un total de six élus (deux à la Chambre et quatre au Sénat) avec des scores oscillant entre 4% et 8% suivant les circonscriptions³³. Cette entrée remarquée dans les enceintes parlementaires (les nouveaux élus viendront prêter serment en vélo au parlement belge) pose rapidement un certain nombre de questions stratégiques. Comment se situer dans le champ politique, notamment sur l'axe gauche/droite ? Faut-il suivre une stratégie de rupture ou de compromis³⁴ ? En 1982, Ecolo répond que les écologistes défendent un projet de société original, « ni à gauche, ni à droite » parce que « ces deux grands courants de pensée se sont définis au 19^{ème} siècle par rapport au mode de production tandis que les écologistes se définissent par rapport au mode de vie ». La rupture est clairement choisie. La réaliser passe par une « autre manière de faire de la politique » (non cumul, limitations des rémunérations, actions ludiques et spectaculaires...), par des propositions qui « choquent parce qu'elles touchent à des tabous » (libéralisation des drogues douces, protection des droits des homosexuels...) et par une volonté « de ne pas transiger sur nos priorités fondamentales, que ce soit pour avoir plus d'élus ou pour placer plus d'hommes dans les exécutifs ». Cette question des préalables à faire respecter à tout prix se reposera quelques mois plus tard, quand Ecolo négociera sa première participation à une majorité communale à Liège, après avoir recueilli plus de 11 % des suffrages. Après de longues négociations et des retours réguliers vers « la base », l'accord de majorité prévoira finalement la diffusion télévisée des séances du conseil communal et la possibilité d'organiser des référendums d'initiative populaire.

4 La question du rapport à la gauche

En 1985, la déclaration d'Ottignies-Louvain-la-Neuve réduit encore le clivage gauche/droite à une opposition interne à la société industrielle. L'ancrage du clivage dans l'histoire de la révolution française et en l'occurrence dans l'opposition entre la souveraineté du peuple et celle du monarque³⁵ est pourtant antérieur à l'opposition capital/travail de la révolution industrielle qui incarnera le clivage gauche-droite dans sa

³² Il s'agit en l'occurrence de l'abréviation volontairement humoristique de « Ecologistes Confédérés pour l'Organisation de Luttes Originales ».

³³ Dans l'Arrondissement de Bruxelles-Halle-Vilvorde, Ecolo recueille 2,5 % , en dépit la présence de trois autres listes écologistes : une liste baptisée Ecolo-J, une liste Eco-Bruxelles et une liste ECOLOS avec des candidats véhiculant des thèmes d'extrême-droite, voir DELWIT et DEWAELE, op. cit. pp. 39-40.

³⁴ Les responsables d'Ecolo se réunissent le 5 juillet 1982 à Bütgenbach pour réfléchir à la spécificité, l'avenir et la stratégie du mouvement Ecolo. Le rapport de la réunion établi par Philippe Van Parys sera diffusé à l'ensemble des membres dans Ecolo-Infos, le périodique bimensuel du mouvement (numéro 10 – Août 82).

³⁵ voir Benoît LECHAT, *Ecolo et la réforme de la gauche*, Etopia numéro 4, 2008, Namur.

deuxième version. Mais le « ni gauche, ni droite » de l'époque que certains auront tendance à réduire à une forme honteuse de centrisme, s'explique avant tout par le refus de toute assimilation à un Parti Socialiste³⁶, perçu comme un facteur d'inertie et d'inféodation des individus, englué dans la défense du productivisme.

En 1986, Ecolo envisage un accord d'« opposition constructive » au niveau wallon avec la majorité libérale-social-chrétienne. Les cinq élus wallons d'Ecolo s'engageraient, en échange du soutien à un certain nombre de projets verts, à garantir le quorum d'une assemblée qui compte par ailleurs 60 députés sociaux-chrétiens et libéraux dans la majorité et 54 députés socialistes dans l'opposition.

Ce projet d'accord va, à la fois, échouer et provoquer un séisme dans le parti, opposant principalement Wallons et Bruxellois. Ce séisme provoquera immédiatement le départ du député Olivier Deleuze La tension redouble quand, quelques semaines plus tard, le 11 mai 1986, l'Assemblée Générale du parti approuve à une très courte majorité une motion historique (dite de Neufchâteau-Virton) qui affirme que « participer au pouvoir, (est) un objectif qui peut être valable » et dans laquelle Ecolo affirme « refuser d'être la bonne conscience de la 'gauche' ». Cette AG marque donc un tournant, d'autant qu'une série de militants bruxellois proches de l'extrême gauche quittent Ecolo parce qu'ils n'ont pas obtenu la possibilité de créer un droit de tendance, comme il sera en vigueur jusqu'à aujourd'hui chez les Verts français, par exemple. C'est donc grâce à la défaite de cette vision de l'organisation du parti qu'Ecolo évitera le syndrome « fractionnel » (un parti fonctionnant comme un ensemble de sous-partis), ce qui renforcera grandement son efficacité future.

Le débat essentiellement nominaliste sur la question de savoir si Ecolo est de gauche ou de droite dissimule aussi l'évolution de la position des verts par rapport aux forces traditionnelles de gauche, et singulièrement par rapport au mouvement ouvrier.

La culture antibureaucratique des débuts suscite une méfiance un peu épidermique par rapport aux syndicats qui pourrait étonner les générations ultérieures d'écologistes, parfois issues elles-mêmes du syndicalisme et plus ouvertes aux luttes sociales. Mais cette réticence initiale s'explique aussi par des désaccords de fond sur la politique industrielle et plus fondamentalement sur le sens de la croissance économique, ainsi que sur les liens que les syndicats peuvent entretenir avec les appareils politiques.

Dans le numéro 23 du 27 juin 1983 d'« Ecolo Infos », on trouve ainsi une analyse fouillée de la situation de la sidérurgie wallonne qui est alors en pleine restructuration. L'article non signé affirme en lettres capitales que « la sidérurgie n'est pas un secteur d'avenir en

³⁶ En 1995, dans un article publié par les Cahiers Marxistes, Jacky Moraël exprimera clairement cette position : « En fin de compte, le refus de l'étiquette traduit, volontairement, notre souci prioritaire de maintenir entière notre liberté politique, et d'éviter de devenir les otages du Parti Socialiste, ce que nous deviendrions inmanquablement en nous affirmant de gauche ». Dans le même article, l'ancien secrétaire fédéral renvoie dos à dos ce qu'il appelle « la gauche gouvernementale » et la « petite gauche » : « Si on peut trouver chez les Verts une difficulté de reconnaissance, il y a dans les gauches un déficit d'affranchissement à leur propre histoire. L'incapacité à réexaminer leurs bases fondatrices met la gauche gouvernementale en grande difficulté de conceptualiser sa gestion et de la mettre au service d'un projet, et elle condamne la gauche contestataire à une marginalisation qui la rend pour l'essentiel sans prise sur la réalité politique ».

Wallonie »³⁷ et il plaide pour qu'un plan de reconversion des bassins sidérurgiques wallons soit élaboré d'urgence. Trois ans plus tard, alors que la crise économique est toujours aussi présente dans le sillon industriel wallon, le CEFE³⁸, qui est alors le centre d'études d'Ecolo, effectue une analyse sans concession de l'échec de la reconversion wallonne. Il dresse un constat très dur sur les résultats de l'initiative économique publique : « voyant pleinement le jour après plusieurs dizaines d'années de débats acharnés, il aura suffi de quatre ou cinq années pour la retrouver dans l'impasse ». La crise de l'époque, dit-on encore, « ne semble plus pouvoir se résorber par un 'plus d'Etat'. Bien au contraire, la fonction anticyclique de l'Etat se retourne contre elle-même : aujourd'hui l'Etat fait partie intégrante de la crise »³⁹. Selon cette analyse, la crise de l'Etat régulateur ouvre la porte aux solutions libérales qui ne tablent que sur la compétitivité sur les marchés internationaux, ce qui constitue « une dangereuse fuite en avant ». « Car une économie vulnérable et en déclin, c'est le cas en Wallonie, exige un projet de développement, c'est-à-dire une sélectivité des interventions de l'Etat et non un saupoudrage », dit encore le CEFE qui prône le développement de filières plus centrées sur les possibilités réelles de l'économie wallonne et davantage tournées vers les besoins locaux.

Mais dans les années '80, le désaccord avec le mouvement ouvrier porte d'abord sur l'adhésion de celui-ci à la société industrielle et à l'idéologie du travail comme moyen d'émancipation⁴⁰. Si en 1985, les écologistes disent qu'ils veulent modifier les rapports sociaux, ce n'est pas en recourant à la lutte des classes, mais en donnant une plus grande place à la « sphère autonome », c'est-à-dire au temps passé « en dehors de la sphère économique au sens usuel, à produire directement pour nos besoins, ceux de nos proches et de notre communauté ». Dans cette même analyse, le capitalisme et le communisme sont renvoyés dos à dos au nom de la critique d'une société « enfermée dans une quête exclusive et illusoire d'une production toujours plus grande et d'un pouvoir d'achat monétaire toujours plus élevé »⁴¹. On trouve dans cette critique de la société de consommation le point sans doute le plus sensible de différenciation à l'égard des personnes qui en sont souvent économiquement exclues et partant, de ceux qui les représentent⁴² et qui auront tendance à voir dans cette position écologiste l'expression d'un point de vue de privilégiés.

Il n'empêche, tout au long de leur courte histoire, les écologistes belges défendront constamment les positions les plus en faveur de la redistribution, en matière de fiscalité comme de législation sociale, la priorité à donner aux plus défavorisés, d'inspiration

³⁷ Ecolo-Infos, N°23 – 1^{er} juillet 1983, « Quels que soient les choix futurs de la politique économique, l'évolution (de la sidérurgie) sera défavorable et conduira à d'importantes réductions de capacité ».

³⁸ Le CEFE – Centre d'Etudes et de Formation en Ecologie – est une asbl fondée en 1983 par Ecolo et reconnue d'éducation permanente. C'est le lointain ancêtre d'Etopia.

³⁹ Bruno CARTON, Gaston ROBILLARD et Jean-Luc ROLAND, *De la croissance au développement, Approches écologistes de la crise et des politiques industrielles en Wallonie*, Centre d'Etudes et de Formation en Ecologie, Namur 1986, p.9..

⁴⁰ Voir les analyses de GORZ dans *Adieux au prolétariat* », *Au-delà du socialisme*, Galilée, 1980.

⁴¹ Motion Ottignies-Louvain-la-Neuve page 8.

⁴² « Il est assez facile d'imaginer que ce ne sont pas ceux qui commencent à entrer dans la consommation de masse et qui ont le sentiment d'enfin sortir de l'exclusion économique qui admettront le plus facilement que l'on critique la « société d'abondance » au moment où ils y entrent », écrit encore Albert BASTENIER, op.cit. p. 316.

rawlsienne⁴³, devenant une constante de leur positionnement social, comme dans la définition du développement durable⁴⁴.

5 L'alternative n'est plus l'altérité

Progressivement, dans les années '80 et '90, Ecolo s'installe dans le paysage politique belge. Ceux qui pensaient que le phénomène vert ne durerait pas en sont pour leur frais. En 1989, aux élections européennes, Ecolo réalise un véritable « carton » (pas moins de 16 % en Wallonie⁴⁵) et fait élire deux députés européens. Deux ans plus tard, le parti recueille 13,6 % des voix en Wallonie et quadruple le nombre de ses parlementaires. Ce succès croissant renforce aussi le besoin des écologistes de montrer de quoi ils sont capables, plus seulement sur les bancs de l'opposition, mais aussi dans les allées du pouvoir politique. L'occasion se présente en 1992 et 1993. Tout en restant dans l'opposition, Ecolo et leurs amis flamands d'Agalev participent à la négociation de la réforme de l'Etat qui transforme définitivement la Belgique unitaire en Etat fédéral. Les Verts échangent leur soutien à ce processus institutionnel contre une augmentation du financement de l'enseignement francophone et contre la mise en œuvre d'un programme d'écotaxes. De manière relativement impréparée, ils ont dû proposer un système qui ne concerne pas l'énergie, comme ils le souhaitaient initialement⁴⁶, mais des produits non-réutilisables, comme les cannettes de boisson. Cela leur vaut d'être pour la première fois la cible d'une manifestation, en l'occurrence des travailleurs de Solvay, organisée avec le soutien de la direction de l'entreprise qui refuse d'entendre parler d'écotaxe sur le PVC⁴⁷.

C'est aussi l'époque où des interrogations apparaissent à l'intérieur et à l'extérieur du parti sur sa fonction politique exacte. L'apport des Verts belges à la mise en œuvre de politiques environnementales semble moins important que leur contribution aux réformes institutionnelles, même si en 1985 une proposition de décret sur les études d'incidences qui a été déposée par José Daras est approuvée au Conseil régional wallon. Malgré ce premier succès, l'impression domine que la conscience environnementale fluctue, poussée vers des sommets par les crises comme Tchernobyl et ensuite rendormie dans le train-train d'un pays obsédé par l'explosion de sa dette publique et par la persistance de la crise économique, surtout en Wallonie⁴⁸.

Les écologistes, qui sont parfois accusés par leurs adversaires d'être des ennemis de l'emploi, s'efforcent de ne pas apparaître sous un jour utopique. Du coup, certains font grief à Ecolo d'avoir renoncé à sa dimension de mouvement social et culturel, ayant pour

⁴³ Philippe VAN PARIJS, *Qu'est-ce qu'une société juste ?* Seuil, 1991, Paris.

⁴⁴ Alain LIPIETZ, *Avenir de l'écologie, écologie de l'avenir*, Revue Etopia N°1, décembre 2005, Namur, page 24.

⁴⁵ Ce qui correspond à 371.053 voix.

⁴⁶ Cette proposition d'éco-taxe sur les énergies se heurte alors au veto du CVP et singulièrement de Jean-Luc Dehaene, le futur Premier ministre belge. Dans l'esprit des écologistes, la taxe sur le carbone fossile doit déjà servir à réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre.

⁴⁷ DELWIT, DE WAELE, *op. cit.* pp. 78-79.

⁴⁸ « On a l'impression d'une écologie portée par des vagues. Quand la vague écologique retombe, on est obligé de payer dur pour revenir sur le sujet. Il y a eu une vague porteuse au début des années '80. Puis elle est retombée. Elle est à nouveau porteuse depuis Tchernobyl, et le trou dans la couche d'ozone. Il n'y a pas d'évolution linéaire. Le problème avec ce type de flux et de reflux est l'absence de mémoire, l'oubli », José Daras, interrogé dans *La Revue Nouvelle*, Février 1990.

ambition de changer la vie au quotidien. L'alternative ne passe pas plus par l'altérité, l'affirmation brute d'une différence, mais par le modeste travail démocratique, réplique alors José Daras. Les écologistes doivent désormais faire preuve de pédagogie, investir dans la communication, notamment pour expliquer l'intérêt des écotaxes et l'enjeu de « la dette cachée » que reporte sur les générations futures une politique d'austérité budgétaire qui sacrifie les fonctions collectives.

Le parti se penche alors sur un fonctionnement interne dont les règles paraissent inadaptées à la recherche d'efficacité politique. En effet, à la suite de la victoire de 1992, les « gros bras » du parti quittent sa direction pour devenir parlementaires et sont remplacés par des novices ou militants peu au fait de ce que signifie diriger un parti et qui, en outre, n'arrivent pas à s'entendre. S'en suit une cacophonie telle qu'en 1993, Pierre Jonckheer et Michel Somville sont chargés de présenter un certain nombre de propositions pour adapter le fonctionnement d'Ecolo à sa croissance électorale. Le Secrétariat fédéral passe alors de 5 à 3 membres, doit être élu en équipe et deux de ses membres doivent être professionnels. Il s'agit d'une réforme fondamentale car elle dote Ecolo d'une véritable capacité de direction qui, couplée à l'absence de fractions organisées, permet la mise en œuvre de stratégies politiques et de communications maîtrisées, pour peu que les individus qui la composent aient les capacités de l'exercer.

Ce sera le cas avec la nouvelle direction du parti, élue en 1994 et composée de Jacky Moraël, Isabelle Durant et Jean-Luc Roland. Elle commence par devoir encaisser les reculs électoraux des communales de 1994 et des législatives de 1995, imputables sans doute à l'épisode douloureux des écotaxes et au soutien au processus de la réforme de l'Etat qui semble avoir fait perdre au parti une partie de son électorat protestataire⁴⁹. Autre élément d'explication avancé, les associations environnementales jadis très proches semblent désormais vouloir traiter Ecolo quasiment sur pied d'égalité avec les autres partis⁵⁰.

6 Débloquer la société

Dans la mémoire des Belges, la décennie '90 restera celle des années de plomb, marquées par l'affaire Dutroux et la critique populaire de l'incapacité des autorités belges à protéger leurs citoyens les plus faibles. A la déliquescence de l'Etat miné par l'austérité budgétaire et à son inertie bureaucratique, les écologistes veulent continuer d'opposer la mobilisation du dynamisme et de la créativité de la société. Invitée par Jacky Moraël à rejoindre les Verts, une nouvelle génération de militants qui s'est fait les dents dans les mouvements des enseignants et des étudiants du début de la décennie propose l'organisation d'un processus politique d'un nouveau genre: les Etats Généraux de l'Écologie Politique (EGEP). Il s'agit d'ouvrir le parti sur la société, d'élargir son ancrage en réactualisant les idées de l'écologie politique dans un processus de débats participatifs qui ne doit pas être réservé aux seuls membres. La conviction est la suivante : un grand nombre de personnes – et en particulier de citoyens actifs, de militants associatifs et culturels, d'entrepreneurs innovants, d'intellectuels progressistes – pourraient partager les convictions des écologistes à condition de rentrer en dialogue avec elles pour construire ensemble une programme politique (c'est le fameux « la stratégie de la tache d'huile plutôt que celle de l'aimant »).

⁴⁹ Pascal DELWIT et Jean-Michel DE WAELE, op. cit. pp. 89-90.

⁵⁰ Ibidem, p. 90.

Le débat interne est très vif. Ne risque-t-on pas de diluer dans la société une identité écologiste trop fragile parce que trop jeune ? C'est du moins ce que craignent les détracteurs de la formule. Mais les jeunes qui à l'instar de Christophe Derenne ont inventé le processus⁵¹, semblent plus motivés par la perspective de produire de la participation pour débloquer la société belge⁵² que par la possibilité de remettre en débat l'identité verte qui a tendance à être réduite à l'environnement. Au reste, celle-ci n'est-elle pas marquée par la condition post-moderne⁵³, c'est-à-dire plus orientée vers la construction procédurale de pratiques politiques plutôt que marquée par un fondement d'ordre quasiment métaphysique ? L'écologie politique, n'est-elle pas cette idéologie de la fin des idéologies, de l'abandon des visions totalisantes de la réalité et de l'histoire humaine ? Ne se manifeste-t-elle pas d'abord comme un processus ouvert et créatif, plutôt que comme un mode d'emploi figé de l'action politique ? La nouvelle génération venue du mouvement étudiant préfère visiblement Hannah Arendt, Marcel Gauchet, Edgard Morin ou Jean-François Lyotard à Ivan Illich ou René Dumont qu'elle n'a d'ailleurs que très peu lus. Auprès de la philosophe américaine d'origine allemande, elle va puiser une détestation de la démagogie et des idéologies totalitaires – qu'elle partage au reste avec la génération qui l'a précédée – ainsi qu'une conception du politique qui en fait une des formes les plus élevées de l'être ensemble⁵⁴.

En 1995, il faut réunir deux assemblées générales à La Louvière puis à Louvain-la-Neuve pour qu'enfin se dessine une majorité pour lancer les EGEP. Entre 1996 et 1998, pas moins de 75 forums publics sont organisés en Wallonie et à Bruxelles sur des thèmes aussi divers que les droits culturels, l'émancipation sexuelle, la réforme de la justice, la promotion des énergies renouvelables, ... Ces moments de rencontres et de débats très riches permettent à Ecolo d'élargir considérablement ses réseaux, de renforcer son assise sociale et de sortir de la « niche verte » dans laquelle les médias avaient tendance à l'enfermer.

Parallèlement, la direction d'Ecolo définit pour la première fois une approche stratégique ambitieuse de sa communication, en s'entourant de conseillers en stratégie. L'objectif est de convertir un grand potentiel de sympathie dans l'opinion (alors évalué à 39 %) en votes par une communication maîtrisée et un positionnement clair : passer d'un parti perçu comme irréaliste, « loin des gens », monothématique, à un parti « challenger », ambitieux (c'est le fameux « Nous sommes candidats au pouvoir »⁵⁵) défiant les partis traditionnels, et tentant de se montrer compétent, pragmatique, généraliste et tourné vers le futur.

Par ailleurs, Ecolo fait sienne la revendication du développement durable qui a de plus en plus tendance à s'intégrer dans le paysage institutionnel. En 1997, soit cinq ans après le Sommet de la Terre qui a lieu à Rio en 1992, la Belgique se dote d'une loi relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable.

⁵¹ Dont le noyau de départ était constitué par un groupe nommé « Corto - collectif d'intellectuels pour l'écologie politique ».

⁵² Ils ont eu l'occasion de tester leurs nouvelles idées dans le cadre des Assises de l'Enseignement organisées en 1994 par le mouvement étudiant à la suite de la mobilisation contre le plan de réorganisation de l'Enseignement supérieur non universitaire.

⁵³ Jean-François LYOTARD, *La condition post-moderne*, Paris, Editions de Minuit, 1979.

⁵⁴ Voir Jean-Marc NOLLET, *Le Green Deal, Proposition pour une sortie de crises*, Bruxelles, Le Cri, 2008 et singulièrement la préface écrite par Christophe DERENNE.

⁵⁵ Jacky Morael, à l'Assemblée Générale de Liège en 1998.

Enfin, aux élections de juin 1999, la crise de la dioxine⁵⁶ transforme en véritable triomphe la victoire prévisible des Verts, au terme d'une législature marquée par de fortes mobilisations citoyennes. Dans le collège électoral francophone, Ecolo recueille 22,7 % des voix aux élections européennes et envoie par ailleurs pas moins de onze députés au parlement fédéral (sur un total de 150). Le parti est alors davantage perçu comme une alternative citoyenne que comme un parti écologiste vissé prioritairement à des objectifs environnementaux.

7 Quelles leçons de l'expérience du pouvoir ?

Cette victoire sans précédent ouvre une période très difficile. Le parti se divise sur l'opportunité d'entrer dans une coalition libérale-socialiste qui a été préparée avant les élections. Ecolo n'est pas mathématiquement nécessaire, ce qui n'est pas le cas d'Agalev. Finalement, le « oui » à la participation aux gouvernements l'emporte au fédéral, à la Région wallonne et à la Communauté française, mais à une courte majorité⁵⁷. Mais ce n'est pas le cas à Bruxelles où les Verts attendront encore cinq ans avant d'entrer au gouvernement régional. Cette première participation est une rude épreuve, singulièrement au niveau fédéral. Le rapport de forces défavorable n'empêche pas Ecolo de marquer des points : la sortie du nucléaire, le refinancement de l'enseignement, une loi de régularisation pour les sans-papier, le lancement d'une politique de mobilité durable et d'énergies renouvelables et des politiques sociales et de santé réformées en profondeur...⁵⁸ Le bilan n'est pas mince. Il est cependant insuffisant pour convaincre des électeurs qui, en 2003 puis en 2004, sanctionnent très durement les écologistes. Ils perdent sept députés fédéraux, n'ont plus que trois députés wallons et voient disparaître deux tiers de leurs moyens financiers et de leur personnel. Agalev passe carrément en-dessous de la barre des 5 % et est exclu du parlement fédéral.

Les causes de la défaite sont multiples. Les libéraux et les socialistes se sont mis généralement d'accord sur le dos de leur « partenaire » vert tandis que les médias se livraient à un véritable jeu de « bashing the greens », en particulier suite au refus d'Ecolo de permettre la publicité pour le tabac au Grand Prix de Formule 1 de Francorchamps. Mais en étalant leurs désaccords en public, les Verts ont été aussi parfois leurs meilleurs ennemis. D'autant plus que la direction fut perdue par le camp des participationnistes (celui de Jacky Morael) dès le début de la période (l'automne 1999), au profit d'une équipe critique, ce qui rendra le parti difficilement gouvernable et peu capable de mener une stratégie cohérente sur un long terme⁵⁹.

⁵⁶ Le gouvernement de Jean-Luc Dehaene ne parvient pas à maîtriser la crise générée par la découverte d'une contamination importante de la chaîne alimentaire.

⁵⁷ Le premier vote général de l'AG du samedi 10 juillet à Louvain-la-Neuve, donne une majorité de 393 oui contre 296 non. Le oui sera plus faible au fédéral (413 oui, 272 non) et plus appuyé à la Communauté française (492 oui, 155 non) et à la Région wallonne (340 oui, 140 non). A Bruxelles, ce sera 85 oui et 103 non. Certains défendront en vain des participations à géométrie variable, dans l'opposition au fédéral et en majorité en région wallonne. Voir Christian DE BAST, *Ecolo au pouvoir*, Bruxelles, Editions Luc Pire, 2002.

⁵⁸ Le récit de la participation au pouvoir (1999-2003), téléchargeable sur www.etopia.be dans la rubrique « publications » et dans celle-ci dans la rubrique « Ecolo et partis verts ».

⁵⁹ Voir Eric BIERIN, *Ecolo, Pour un nouveau pacte intergénérationnel*, La Revue Nouvelle, juillet 2003.

Quoi qu'il en soit, l'épreuve laissera de bons comme de mauvais souvenirs et surtout un capital important d'expériences et d'expertises. Entre 1999 et 2004, les écologistes belges ont définitivement perdu leur virginité politique. Ils savent désormais bien mieux comment fonctionne l'Etat et ce que signifie la mise en place progressive d'une politique. Les participations gouvernementales et la défaite qui les ont suivies forment une véritable césure culturelle qui aura contribué à donner une trempe plus dure à l'identité des écologistes belges, même s'ils n'en ont sans doute pas encore tiré collectivement toutes les leçons, ce qui devrait pourtant constituer une réelle chance dans la perspective d'un retour souhaitable dans les gouvernements. Mais il n'est pas certain que l'époque actuelle offre encore beaucoup de points communs avec une période alors marquée par des alliances rouge-verte en France et en Allemagne qui ont entretemps largement perdu leurs majorités, sans que les Verts en soient vraiment responsables. Que reste-t-il notamment de l'expérience des Convergences de gauche ? L'exemple des alliances entre Verts et sociaux-démocrates dans les deux plus grands pays d'Europe ont sans doute inspiré ceux qui ont œuvré pendant la législature arc-en-ciel (1999-2003) à un rapprochement programmatique entre Ecolo et le PS. Celui-ci n'a cependant pas suffi à supplanter l'alliance préalable entre socialistes et libéraux et a réveillé les craintes – fondées – d'un risque de vassalisation des écologistes, à un moment où les socialistes belges parvenaient à dissimuler leur écartèlement entre la troisième voie d'un Blair ou d'un Schröder et la nostalgie de l'Etat-providence des Trente glorieuses. Enfin et peut-être surtout, ces années auront été aussi marquées par le creusement des écarts entre les revenus du travail, du capital et les allocations sociales, marquant le délitement progressif du compromis productiviste qui était initialement censé permettre de financer la croissance des revenus par la croissance économique et le partage des gains de productivité⁶⁰.

8 La nouvelle vague verte

En politique, il peut être risqué d'avoir raison trop tôt ou d'avoir raison seul contre tous. Autant l'opinion publique avait critiqué l'inflexibilité des Verts au moment de l'affaire de Francorchamps, autant elle su condamner l'amateurisme et la dilapidation des fonds publics dont se sont ensuite rendus coupables les autres partis wallons dans la gestion d'un circuit automobile qui aura bénéficié de centaines de millions d'euros d'aides publiques... Un véritable scandale en pleine prise de conscience climatique. C'est qu'à la différence des années '80 et '90, la conscience écologique a cessé de ressembler à une marée montante ou descendante, mais est progressivement devenue une véritable mer qui s'installe durablement dans les esprits des habitants des sociétés industrialisées et notamment des Belges. Tout l'enjeu reste bien sûr de transformer très rapidement cette évolution des esprits en changements structurels, ce qui est tout sauf acquis.

Ecolo peut et doit jouer un rôle central dans ce projet. Des sondages le créditent d'une appréciable crédibilité en ce qui concerne sa capacité à apporter des solutions aux problèmes écologiques. Ces dernières années, les propositions concrètes du parti se sont considérablement affinées. C'est l'optique de la direction élue juste après la défaite de 2003, et composée de Jean-Michel Javaux et Isabelle Durant⁶¹. Cette équipe a notamment lancé Etopia, institutionnalisant par là une série de fonctions autrefois exercées par les EGEP,

⁶⁰ Voir NOLLET, op. cit, p. 95.

⁶¹ Il faut ajouter Claude Brouir dans cette équipe qui sera la dernière à trois, mais celui-ci occupera une fonction déjà bien circonscrite à l'intérieur du parti.

mais a également déployé une stratégie de communication recentrée sur les enjeux environnementaux et nettement plus maîtrisée qu'à la période cacophonique précédente.

Ecolo doit donc absolument continuer à se prévaloir d'une indépendance totale à l'égard des lobbies des secteurs polluants, ce qui est évidemment très loin d'être le cas des autres partis, toujours prompts à céder aux chantages à la compétitivité ou à l'emploi, surtout en période de récession économique...

La victoire électorale des législatives de 2007 (Ecolo a doublé sa représentation parlementaire fédérale de 4 à 8 députés) lui donne de nouvelles responsabilités, même s'il reste dans l'opposition fédérale. Sa position constructive sur la nouvelle réforme de l'Etat demandée par tous les partis flamands conforte cette position de parti déterminé à prendre ses responsabilités et à dépasser les querelles partisans. Le lancement d'un nouveau processus participatif baptisé « Des Solutions pour Chacun » a eu pour objectif de renforcer son assise, en montrant qu'il est capable d'apporter des solutions concrètes aux grands problèmes contemporains, non seulement sur le plan environnemental (climat, biodiversité), mais aussi démocratique, social (emploi, inégalités, éducation) et économique (reconversion écologique de l'économie). Un tel travail passe aussi par le renouvellement constant de ses valeurs, en fonction des évolutions contemporaines, poursuivant ainsi un mouvement jamais interrompu.

9 Le carrefour des crises et l'avenir avec les Verts

La seconde moitié de l'année 2008 présente certaines similarités frappantes avec le début de la décennie '70, le choc pétrolier et la dépression économique qui le suivit. Dans l'un comme dans l'autre cas, la crise prend une dimension systémique, les effets et les causes écologiques, économiques et sociales étant étroitement interconnectés. Dans les années 2000, tout comme dans les années '70 et '80, la tentation demeure grande de se raccrocher à l'ancien cadre et aux anciennes recettes, alors que le monde a complètement changé. Mais s'il y a trente ans, le caractère insoutenable du système productiviste était dénoncé par une minorité marginale et souvent décriée, aujourd'hui il est bien plus universellement partagé. Il ne manque « que » les passages à l'acte qui, nous le savons désormais, ne découlent pas automatiquement des prises de conscience.

En outre, si à la fin du XXème siècle, le caractère relativement marginal de ceux qui furent les premiers à tirer le signal d'alarme les autorisait à évoquer des solutions radicales, agissant sur les causes plutôt que sur les symptômes, aujourd'hui, alors que les constats sont plus largement partagés, il est plus délicat d'assumer un discours réellement ambitieux sur les mesures à prendre, comme l'urgence des problèmes le requiert.

La crise économique déclenchée par l'explosion de la bulle immobilière aux Etats-Unis s'est abattue d'abord sur le système financier mondial avant de frapper de plein fouet l'économie traditionnelle. Son inadaptation, sa fragilité causée notamment par une dépendance excessive au carbone fossile a éclaté au grand jour avec une rapidité qui ne cesse d'étonner. Les travailleurs de grands secteurs industriels classiques comme l'automobile, la chimie et la chimie, payent « cash » la lenteur des modernisations écologiques que leurs responsables ont combattues avec une détermination qui apparaît aujourd'hui de plus en plus suicidaire. Par conséquent, le pire serait d'encore reporter les

indispensables adaptations qui ont été refusées en période de haute conjoncture au nom de la gravité de la crise. Ce serait évidemment exposer les travailleurs avec ou sans emploi à payer encore plus cher après demain les conséquences des politiques d'adaptation et de reconversion. Mais on ne convaincra pas le plus grand nombre du fait que l'écologie est bel et bien l'avenir de l'économie si, dans le même temps, nous ne parvenons pas à combiner justice sociale et transition écologique, ou plutôt à combiner, par une gestion de la transition, changement écologique (parfois radical) et justice sociale.

Cela impliquera aussi d'explorer à nouveau frais la construction d'une société conviviale, c'est-à-dire d'une société capable de combiner la maîtrise des ses techniques, le droit des générations futures, le bien-être et l'émancipation de chacun de ses membres.

L'impératif d'un « nouveau réalisme écologique »⁶², c'est-à-dire d'un niveau d'exigence à la hauteur de l'ampleur des défis, doit inciter les partis verts à reconsidérer le chemin qu'ils ont parcouru depuis leur fondation. Il ne s'agit pas de faire le procès de soi-disant trahisons de l'idéal originel, mais d'améliorer leur action actuelle sur la base des leçons à tirer de leur brève histoire. L'objectif doit être de faire « tradition » dans le bon sens du terme : faire le point sur les évolutions réalisées et actualiser le projet en fonction des défis à venir. Dans un tel sens, le débat idéologique n'a rien d'abstrait mais il doit viser à éclairer les choix des lignes à suivre.

10 Du fédéralisme intégral à la modernisation de la Belgique

La première valeur défendue par Ecolo en 1980, celle du fédéralisme, est finalement peut-être celle qui a connu la plus forte évolution. Ancrée dans la critique de la centralisation qui accompagnait le développement de la société industrielle, sa revendication valait à la fois pour le fonctionnement interne du parti et pour le fonctionnement « externe » des institutions politiques belges. Du point de vue des premiers écologistes, l'application généralisée du principe de subsidiarité était censée permettre à la société de remédier à la crise de l'Etat et devait empêcher la confiscation du pouvoir par les bureaucraties tant dans le fonctionnement des institutions, que dans celui des rouages internes du parti. Les fondateurs d'Ecolo faisaient le pari d'une mobilisation citoyenne que la création du mouvement mettait paradoxalement en doute, en reconnaissant, par leur participation au jeu politique, l'incapacité de créer un mouvement social « de masse ».

Entretemps, force est de reconnaître que l'action d'Ecolo s'est progressivement professionnalisée, même si la structure du parti reste basée sur la dynamique de groupes locaux. Le parti vert est confronté, comme toutes les organisations politiques et sociales, à une mutation progressive de l'engagement. A la fin de 2008, le nombre de membres a dépassé la barre des 5.000, mais tous ne militent pas activement et de manière régulière dans les locales. L'engagement prend des formes de plus en plus variées. Elles vont du soutien passif, à la participation à une action concrète ou une formation en passant par les assemblées, les commissions, les activités d'etopia, les chantiers du processus « Des Solutions pour chacun » ou par toutes les étapes de la vie des locales.

⁶² Reinhard LOSKE, *Pour un nouveau réalisme écologique*, voir la traduction sur www.etopia.be

Sur le plan institutionnel également, le discours d'Ecolo a évolué vers une reconnaissance de l'importance d'un certain niveau de centralisme ainsi que vers une tolérance certaine par rapport aux Etats-nations. La participation à la réforme institutionnelle de 1991 qui a fait de la Belgique un Etat officiellement fédéral s'accompagne d'une forme de re-légitimation de la Belgique comme entité politique pertinente. En maintenant des liens étroits avec Agalev devenu Groen !, les Verts de Wallonie et de Bruxelles, pourtant attachés au départ à l'Europe des régions, apparaissent désormais comme de « bons » Belges, par contraste avec les partis traditionnels qui sont désormais scindés en ailes flamande et francophone. Du reste, Ecolo a été le premier parti belge à réclamer la création d'une circonscription fédérale unique, permettant d'élire une partie des députés fédéraux dans une circonscription s'étendant d'Arlon à Ostende et de renforcer, par ce biais, la conscience d'appartenir à un espace politique commun.

Par ailleurs, l'engagement d'Ecolo tout au long des années '90 aux côtés des enseignants en fera également un parti défenseur de la communauté française ou tout au moins des secteurs en dépendant politiquement et financièrement⁶³, alors que ce niveau de pouvoir ne figurait pas dans ses premières esquisses institutionnelles. Mais ces dernières années, à la suite de l'émergence d'un régionalisme bruxellois, l'idée d'un espace francophone construit autour de deux régions a pris progressivement du poil de la bête, ce qui à terme devrait clarifier le paysage politique francophone. Cependant, il n'est pas certain que cela suffise à remédier à la défiance globale des Belges à l'égard de leurs politiques. Fondamentalement, cette défiance est de nature sociale. C'est le rapport des citoyens à la politique et, indirectement, le rapport des citoyens entre eux qui reste éminemment problématique, dans une société marquée autant par la solitude que par la recherche de nouvelles formes de sociabilité. Pour les professionnels de la politique, l'erreur serait de vouloir imposer une participation d'en haut, sans s'interroger sur ses conditions de possibilité, notamment en termes de temps disponible pour les activités politiques et pour toutes les activités sociales au sens large.

11 De l'autogestion au ré-encastrement de l'économie dans la société

Si le principe de l'autogestion est rigoureusement maintenu en ce qui concerne le fonctionnement interne (notamment l'autonomie des locales), le projet de l'autogestion économique cède peu à peu du terrain dans les années '80 et 90. Ecolo table plutôt sur un renforcement de la démocratie économique et de la participation politique, que l'on retrouve notamment à la base de l'organisation des Etats Généraux de l'Ecologie Politique en 1996 et 1997. Parallèlement, le parti vert se rapproche d'un mouvement syndical qu'il n'hésitait pas à critiquer au début des années '80 pour son soutien à la logique industrielle. Tout au long des années '90, les Verts développent des liens avec tous ceux que mécontentent les programmes de lutte contre les déficits publics auxquels participent les partis socialistes. De son côté, le mouvement syndical prend de plus en plus en compte l'enjeu de l'environnement et du développement durable, ce qui facilite grandement le dialogue. La revendication autogestionnaire disparaît de l'introduction des statuts et est

⁶³ Dans la structure institutionnelle belge, les communautés (compétentes pour les matières culturelles comme l'enseignement) coexistent et se confondent parfois avec les régions (compétentes pour les matières territorialisées comme l'économie ou l'environnement). Si du côté flamand, la région et la communauté ont été fusionnées, il n'en va pas de même du côté francophone où cohabitent une communauté française, une région wallonne et une région bruxelloise.

remplacée par l'éco-développement et la justice sociale. Au début des années 2000, le thème de la régulation de l'économie de marché au plan national, européen et mondial, devient de plus en plus important, avec notamment la revendication de la taxe Tobin sur les transactions financières. Les écologistes – comme d'autres – se rendent compte qu'écologiser ou socialiser le marché doit se faire tant au plan national qu'au plan international. Ecolo, des années avant la crise financière, relance l'idée d'une re-socialisation de l'économie, qui vise à renforcer la justice intergénérationnelle. Dès 2004, dans le cadre du débat sur les mesures à prendre pour préparer le choc du vieillissement de la population, Ecolo propose un « Contrat pour les générations futures »⁶⁴ qui veut combiner un financement plus égalitaire des pensions avec une réorientation complète de l'épargne à long terme (et les avantages fiscaux qui y sont liés) vers les secteurs de l'économie qui répondent à des critères sociaux et environnementaux. Il s'agit déjà de « ré-encadrer l'économie » dans la société et de lutter contre la financiarisation à outrance qui a été légitimée par le néo-libéralisme et la réduction systématique de tous les dispositifs de contrôle financier. Cette « re-socialisation » de l'économie de marché ne doit pas se faire sur le dos des fonctions collectives, via une réduction de la parafiscalité sur l'énergie et l'augmentation du pouvoir d'achat individuel (obtenue notamment par le biais d'une réduction de la fiscalité sur les personnes), qui sont au demeurant toutes deux impayables. Partant d'un souci de justice sociale (maintenir l'accès à l'énergie pour tous et entretenir le pouvoir d'achat), une telle pression serait dévastatrice pour les fonctions collectives. Aujourd'hui la lutte pour la justice et l'émancipation, passe en priorité par le maintien d'un « salaire collectif » de qualité, sous la forme de services publics efficaces (enseignement, transport...). Elle impose aussi une restauration de la légitimité collective des services publics, et par conséquent, un renforcement de leur efficacité et de leur qualité.

12 Le « Green Deal » et le passage vers une économie écologique

Ces dernières années, on a pu compter par dizaine les livres qui font le point sur l'état lamentable dans lequel notre mode de développement a mis notre planète. On pourrait parler d'une forme de surenchère dans le catastrophisme si les prévisions – notamment sur le plan du climat et de la biodiversité – ne faisaient pas hélas l'objet d'un consensus de plus en plus large de la part des scientifiques. Ces ouvrages semblent avoir pour fonction de réveiller sans cesse des terriens qui ont tendance à se rendormir et à relâcher leurs efforts. Mais souvent, la plupart de ces livres s'arrêtent là où les vraies difficultés commencent, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit de passer réellement à l'action, donc de lever les obstacles politiques à la réalisation de mesures évidentes.

Depuis la conférence de Stockholm en 1972, notre lucidité collective a fait de grands progrès. Avec d'autres, les partis écologistes y ont contribué. La notion de développement durable a été l'une des premières conquêtes de ce mouvement. Elle est désormais quasiment intégrée dans le droit international et dans celui des Etats qui, comme la Belgique, se sont dotés d'administrations chargées du développement durable. Cependant, ce progrès comporte aussi le risque que la mode verte dissolve complètement l'exigence initiale posée notamment par les partis écologistes, comme en témoigne la récupération commerciale du thème de l'écologie par les secteurs industriels les plus polluants. Cette vague qui lave plus vert que vert est d'une certaine manière l'indice que les partis

⁶⁴ Voir www.etopia.be

écologistes ont rempli leur rôle de réveil. Mais le gros du travail reste à accomplir. Leur nouvelle tâche historique consiste à agir pour généraliser à l'ensemble de l'économie les comportements pionniers qu'ils ont été les premiers à promouvoir, qu'il s'agisse de production d'énergies renouvelables, d'agriculture biologique, de participation citoyenne, de régulation écologique et sociale de l'économie, de mobilité durable ou de préservation de la biodiversité.

Leur travail commence donc là où s'arrête tous les plans écologiques : par l'universalisation des modes de vie soutenables. C'est une toute autre société qu'il faut dès lors inventer pour, par exemple, permettre aux Belges de ne plus émettre en moyenne par an qu'une ou deux tonnes de CO₂ d'ici le milieu du siècle (au grand plus tard) contre quatorze tonnes à l'heure actuelle. Croire que notre structure industrielle, nos habitudes de consommations et nos rapports sociaux (et en particulier la manière dont la richesse est répartie dans nos sociétés) ne seront pas totalement révolutionnées par cette mutation serait faire preuve de naïveté. Le savoir requis pour cette mission sera moins de nature technique que politique. C'est d'une nouvelle intelligence du changement politique dont devront faire preuve les écologistes pour créer rapidement les conditions d'une généralisation d'une économie soutenable. Pour y parvenir, les Verts doivent être les premiers convaincus de la croissance du bien-être qu'entraîne une généralisation des modes de vie soutenables.

Le projet d'un « Green Deal » refondant et révolutionnant le compromis productiviste en l'ouvrant à la nature, ne sera pas réalisable sans produire de nouvelles articulations entre les mécanismes indispensables de production et de redistribution et surtout sans relier les solidarités, à la fois au niveau le plus lointain (européen et planétaire) et au niveau le plus proche, dans l'environnement social immédiat, le quartier, la commune, la région et l'État. C'est en tout cas à un tel travail que les projets originaux du fédéralisme, de l'autogestion et de l'écologie peuvent aujourd'hui encore nous inviter⁶⁵.

13 Ecolo et l'Europe

Depuis les origines d'Ecolo, l'Europe a constitué un niveau d'action crucial. Dès le départ, c'est aux élections européennes que les écologistes belges ont rencontré leurs meilleurs succès. Dans un pays où le vote est obligatoire, le scrutin européen permet certes à l'électeur de manifester un choix plus « idéaliste », détaché des contingences immédiates de la politique nationale. Mais on ne doit jamais sous-estimer sa capacité de calcul. L'électeur a peut-être très bien compris qu'en votant pour les Verts aux élections européennes, il renforce un niveau capital pour l'écologisation de la société. Dès les années '80, il est en effet devenu de plus en plus patent que sans l'Europe, un certain nombre de décisions capitales en termes de protection de l'environnement, de justice sociale et de droits humains n'auraient pas été acquises au niveau national. Inversement, l'Europe est aussi le lieu où les lobbies industriels déploient leur plus grande force de frappe. Souvent l'environnement fait les frais de la séduction que ces groupes d'intérêt exercent sur les partis traditionnels, par une rhétorique de plus en plus fine de l'emploi et de la compétitivité.

⁶⁵ Voir en particulier Paul-Marie BOULANGER, *Consommer mieux, autrement, moins*, Revue Etopia N04, Namur, 2008.

C'est la raison pour laquelle il est capital que le Groupe des Verts au Parlement européen soit renforcé afin de lui permettre de faire pencher les majorités européennes dans le sens d'une régulation écologique et sociale de l'économie. De la part d'un parti comme Ecolo, cela nécessitera sans doute un nouveau surcroît d'investissement dans le projet européen. D'abord placé sous le signe d'une Europe des régions, l'engagement européen d'Ecolo est ancien. En 1984, ce sont les écologistes liégeois – ils sont alors les premiers sur le Vieux Continent à participer à la gestion d'une ville de plus de 100.000 habitants - qui prennent l'initiative de réunir les Verts européens. La rencontre lancera une dynamique qui aboutira en 2004 à la création du Parti Vert européen. En tout, Ecolo fournira cinq députés européens très actifs et pas moins de deux vice-présidents du groupe des Verts. En 2001, à Bonn, il y aura deux Belges (Olivier Deleuze et Magda Aelvoet) parmi les cinq ministres verts de l'énergie et de l'environnement qui sauveront le protocole de Kyoto du naufrage. La Belgique exerçait alors la présidence de l'Union Européenne. Mais en dépit de ces évidences, l'engagement européen restera parfois encore dominé par une forme de fonctionnalisme. C'est parce que l'Europe est « bonne » pour l'environnement, pour le social comme naguère pour les régions, qu'elle est encore trop perçue comme un niveau d'action pertinent. En revanche, l'idée que l'Europe est une valeur, un projet à défendre en eux-mêmes, doit encore gagner en consistance. La constitution d'un « public » européen, coexistant avec les peuples et les nations d'Europe, continuera à progresser non seulement au travers des débats transnationaux, comme ce fut le cas pour le Traité Constitutionnel (du moins si on ne les laisse pas complètement dominer par les débats nationaux), mais aussi au travers de rencontres « physiques » entre militants verts de tous les pays comme le « Groupe de Heerlen »⁶⁶ en offre la magnifique illustration, pourvu que croisse exponentiellement le nombre de ceux qui veulent apprécier le bonheur du plurilinguisme. Dans ce cadre, s'europaniser, ce n'est pas seulement comprendre ce qui se joue dans les institutions européennes, c'est aussi s'ouvrir aux expériences individuelles de chacun des partis verts⁶⁷.

14 1980-2009, l'histoire s'invente tous les jours

Au moment où nous sommes en train de passer d'un type de civilisation à un autre, nous ne percevons qu'une partie des conséquences de la mutation en cours et le rôle que nous pouvons y jouer. Un parti, quelque soit son nombre de membres, ne remplacera jamais un mouvement social, c'est-à-dire l'action collective des citoyens pour changer la société au quotidien et pas uniquement dans les parlements et les gouvernements. En 1980, comme en 2008, Ecolo a une conscience bien lucide de son rôle, de ses moyens d'action, comme de ses responsabilités. Mais la modestie est parfois le meilleur moyen de convaincre et de parvenir à ses fins. Les quelque trente années d'existence de l'écologie politique ont été riches en expériences tantôt dures, tantôt réjouissantes. Y revenir pour « faire tradition » n'est pas un devoir d'anciens combattants jaloux de leurs vérités premières, mais une œuvre quotidienne de dialogue et d'invention. A ceux qui redoutent que l'action collective soit le trou noir de leurs énergies, il reste encore et toujours à rappeler que la politique peut

⁶⁶ Groupe de militants écologistes de « base » issus de nombreux pays européens différents qui se réunissent au moins une fois par an pour débattre de thèmes relatifs à la construction européenne. Voir www.greenyourope.net

⁶⁷ C'est une des ambitions du Parti Vert européen et plus récemment du Green European Institute, créée au niveau européen pour fédérer l'ensemble des fondations vertes nationales comme la Heinrich Boell Stiftung et Etopia.

être un lieu où des femmes et des hommes trouvent une forme de bonheur à agir ensemble pour changer le monde dans le sens de la justice et de l'émancipation. Le faire partager par le plus grand nombre reste aujourd'hui encore le défi d'Ecolo comme de tous les partis verts.

www.etopia.be

Remerciements

Pour finir cette étude, je voudrais remercier toute l'équipe du Centre d'Archives d'Etopia qui veille sur la mémoire du mouvement écologiste en Wallonie et à Bruxelles. Ses collaboratrices, Angela Camboni, Marie-Laurence Dubois et Dawinka Laureys offrent un service de qualité à tous ceux qui souhaitent entreprendre un voyage dans la galaxie verte (voir www.etopia.be, archidoc@etopia.be). Merci également à Roald Wyckmans, gardien vigilant des archives du Conseil de Fédération, ainsi qu'à José Daras, Gérard Lambert, Paul-Marie Boulanger, Olivier Deleuze, Pierre Jonckheer, Christophe Derenne et Eric Biérin pour leurs apports critiques.